

### Questions orales

**Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre):** Monsieur le Président, dire à ce gouvernement que nous n'agissons pas. . . Il suffit de regarder ce que nous avons fait dès notre arrivée au pouvoir: les hélicoptères ont disparu en une demi-heure, ensuite nous avons réglé les problèmes de l'article XI aux négociations du GATT, nous avons réglé les problèmes de l'ALENA, nous avons réglé les problèmes de fraude dans le domaine des cigarettes, nous avons présenté un Budget, nous avons fait des coupures, nous avons fait des changements. Nous allons continuer d'être un gouvernement actif et responsable. Je suis certain que d'ici un an, si le chef de l'opposition respecte sa parole, quand ils auront perdu leur référendum, il ne sera plus député de cette Chambre.

\* \* \*

• (1420)

### LES RÉGIMES ENREGISTRÉS D'ÉPARGNE-RETRAITE

**M. Pierre Brien (Témiscamingue):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Le ministre des Finances laisse volontairement planer la possibilité de taxer les REER dans son prochain budget, ce que commente ainsi Alain Dubuc, éditorialiste du quotidien *La Presse*, et je cite:

Une taxe qui modifierait les conditions de vie des retraités présents et futurs, qui comptaient en toute bonne foi sur ces revenus, est immorale.

Et il ajoute:

C'est [. . .] l'idée la plus scandaleuse à avoir été véhiculée par un ministre des Finances, depuis longtemps.

Au nom des intérêts de la classe moyenne, qui est déjà écrasée par les taxes, je donne à nouveau une chance au ministre des Finances de mettre un terme aux spéculations entourant la taxation des REER. Peut-il s'engager aujourd'hui à ne pas taxer les REER dans le cadre de son prochain budget?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)):** Monsieur le Président, l'idée n'a pas été véhiculée par le ministre des Finances, elle a été véhiculée par les députés du Bloc et ceux du Parti réformiste qui l'ont soulevée à maintes reprises ici, à la Chambre. Alors, s'il y a une «balloune», voilà ceux qui en sont responsables.

**M. Pierre Brien (Témiscamingue):** Monsieur le Président, le simple fait qu'il n'écarte pas d'emblée cette possibilité laisse planer une menace inacceptable pour les contribuables à revenu moyen.

Ne convient-il pas qu'il est tout à fait immoral de changer les règles du jeu en cours de route et de créer en quelque sorte un impôt rétroactif en taxant les REER lors de son prochain budget?

**L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)):** Monsieur le Président, il est très clair que le Bloc a peur d'être à l'écoute des Canadiens et des Canadiennes. Il est très clair que le Bloc québécois a peur d'un processus prébudgétaire

qui sera ouvert. Il est très clair que le Bloc québécois a peur de faire des suggestions constructives. Il est très clair que le Bloc n'a rien à dire aux Canadiens qui veulent avoir la chance de nous dire ce qu'ils veulent.

\* \* \*

[Traduction]

### LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

**Mme Deborah Grey (Beaver River):** Monsieur le Président, certains détails de la réforme des programmes sociaux envisagée par le gouvernement paraissent à la une du *Globe and Mail* aujourd'hui. Il semble que la Chambre des communes soit le seul endroit où le ministre n'ait pas encore discuté des éléments de son plan d'action qui se fait attendre depuis déjà longtemps.

Pourquoi le ministre du Développement des ressources humaines insulte-t-il ainsi les parlementaires en dévoilant son plan d'action aux médias avant de le présenter au Parlement?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, je pourrais presque dire que nous vivons un moment historique quand on m'accuse de parler au *Globe and Mail*!

Je voudrais mettre en garde la députée, de même que tous les autres députés, car nous sommes à une époque où les spéculations et les prétendues fuites de toutes sortes sont inévitables. Je demande à la députée d'être patiente et d'attendre que le vrai document renfermant les vraies propositions soit déposé ici même la semaine prochaine.

**Mme Deborah Grey (Beaver River):** Monsieur le Président, le ministre a parlé non pas de points à débattre, mais de propositions.

À l'ouverture de cette législature, le ministre a dit avec fierté qu'il présenterait un plan d'action pour réformer les programmes sociaux du Canada. Les mois ont passé, et nous attendons toujours.

Le ministre s'est-il dégonflé? Que se passe-t-il?

**L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien):** Monsieur le Président, cela tient essentiellement à la volonté et à la motivation des Canadiens d'effectuer une réforme en profondeur qui donnera lieu à un système social moderne axé sur la compassion et la justice pour tous.

Je trouve très étrange que des députés de l'opposition, qui, au cours de la dernière campagne électorale, ont probablement promis à leurs électeurs de bien les représenter, s'opposent à ce point à tout effort que l'on puisse faire pour tenir des consultations et avoir des dialogues sérieux.

Je recommanderais à la députée de changer de position et de voir, ici, la possibilité de faire participer les Canadiens à un débat très sérieux sur l'avenir de notre pays.